

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9374>

Revue de presse juridique territoriale & associative

- Actualité - L'actu des revues juridiques -



Date de mise en ligne : mercredi 12 juillet 2023

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous

droits réservés

Associations | Assurances | Construction |
Contentieux & procédures | Contrats & marchés
publics | Cyber-sécurité | Environnement &
énergie | Domaine | Fonction publique |
Intercommunalité | Laïcité | Logement | Normes |
Numerique | Pouvoirs de police | Responsabilité &
transparence de la vie publique | Services publics |
Statut de l'elu | Urbanisme

[1]

Associations

Exclusion d'un membre : "par ici la sortie !", Emmanuel SADORGE & Chloé GARCIA

Au sein d'une association, la rupture de la relation entre elle et l'un de ses membres doit être conforme aux statuts, les conditions et mobilités d'une exclusion sont fortement encadrées par la jurisprudence, ce qui veille au respect des droits de la défense

JURISASSOCIATIONS, 1er juin 2023, n°680, p.33

Travailleur handicapé en ESAT : un statut en mutation, Francisco MANANGA

JURISASSOCIATIONS, 1er juin 2023, n°680, p.33

Associations culturelles : au-delà de la loi 1901, Pierre DELICATA

ASSOCIATION MODE D'EMPLOI, 16 juin 2023

Dissolution administrative d'une association par décret en conseil des ministres, Cécile CHASSEFEIRE ET Adeline BEAUMUNIER

ASSOCIATION MODE D'EMPLOI, 16 juin 2023

Buvettes : viens boire un p'tit coup !, Armelle VERJAT

JURISASSOCIATIONS, n°681, 15 juin 2023, p.34

Nouveauté pour les centres de gestion agréés et associations agréées, Cécile CHASSEFEIRE ET Adeline BEAUMUNIER

ASSOCIATION MODE D'EMPLOI, 28 juin 2023

L'association doit-elle prendre en charge les frais liés au télétravail ?

ASSOCIATION MODE D'EMPLOI, 27 juin 2023

Comment accueillir un stagiaire ou un alternant ?, Pierre DELICATA

ASSOCIATION MODE D'EMPLOI, 26 juin 2023

Un panorama des possibilités foncières pour les tiers-lieux

ASSOCIATION MODE D'EMPLOI, 23 juin 2023



Dénonciation de harcèlement moral : un revirement bienvenu, **D.C**

JURIS-ASSOCIATIONS, n°680, 1er juin 2023, p.10

Le référé-liberté tente de s'inviter dans le droit des associations, **Xavier DELPECH**

JURIS-ASSOCIATIONS, n°680, 1er juin 2023, p.11

Subvention, mécénat et TVA ne font pas bon ménage..., **Brigitte CLAVAGNIER**

JURIS-ASSOCIATIONS, n°681, 15 juin 2023, p.3

Le cadre juridique des fonds de dotation, **Sarah BERTAIL**

JURIS-ASSOCIATIONS, n°681, 15 juin 2023, p.22

La déontologie concerne aussi les fonds de dotation, **Mathilde CUCHET-CHOSSELER**

JURIS-ASSOCIATIONS, n°681, 15 juin 2023, p.32

Assurances

L'acclimatation du droit des assurances en droit public, **Romain REYMOND-KELLAL**

AJDA 2023 p.1010

Le changement climatique amplifie le phénomène de "maisons fissurées" et met en péril le régime assurantiel , **Sandra MARSAUD**

LA REVUE DU TROMBINOSCOPE, Juin 2023, p.20

Le modèle assurantiel français en péril face aux sinistres climatiques , **Vincent SEGOUIN**

LA REVUE DU TROMBINOSCOPE, Juin 2023, p.21

Retrait-gonflement des argiles : allier indemnisation des sinistres et ambition écologique , **Christine LAVARDE**

LA REVUE DU TROMBINOSCOPE, Juin 2023, p.26



Prévention et développement de l'assurance incendie pour faire face aux feux de forêts , **Sophie METTE**

LA REVUE DU TROMBINOSCOPE, Juin 2023, p.28

Face aux effets du changement climatique, l'assurance a-t-elle réponse à tout ?, **Sophie PONACLE**

LA REVUE DU TROMBINOSCOPE, Juin 2023, p.29

Construction

Fiche pratique : Le maître d'ouvrage peut-il exercer une action en garantie des vices cachés contre l'entrepreneur ?

QUALITE CONSTRUCTION, n°198, mai juin 2023, p.25



Restitution des indemnités dommages-ouvrage non affectées : cette restitution incombe à l'acquéreur en cas de transfert de l'indemnité ? **Marie-Laure PAGES-De VARENNE**

Construction - Urbanisme n° 6, Juin 2023, comm. 74

L'étanchéité d'une toiture terrasse ne relève pas de l'activité couverture-zinguerie ? **Jean ROUSSEL**

RDI, n°6, juin 23, p.364

Contentieux & procédures

Délai de prescription : une définition stricte de l'aggravation du dommage, **Hélène PAULIAT**

CE, 7 févr. 2023, n° 454109, B. et Sté MAIF c/ Cne Mauregard et a.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 25, 26 juin 2023, 2211

Chronique de contentieux administratif . - Décisions de janvier à mars 2023, **Olivier Le BOT**

Plusieurs décisions rendues par le Conseil d'État au cours du premier trimestre 2023 ont apporté d'utiles enseignements dans le domaine de la procédure administrative contentieuse. Certaines affinent des « grandes » jurisprudences : Américains accidentels, CFDT, Fairvesta/Numéricâble et GISTI. D'autres apportent des précisions sur les dispositions du CJA régissant l'instruction des recours, les pouvoirs du juge, l'exécution des décisions, le principe d'impartialité ou encore le recours en cassation.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 23, 12 juin 2023, 2181



Contentieux administratif : panorama de jurisprudence (1er juill. 2022 - 31 déc. 2022), Marie-Christine ROUAULT

En matière
de
contentieux
administrati
f, de
nombreux
arrêts lus
durant le
second
semestre
de l'année
2022 sont
riches
d'enseigne
ments,
qu'ils
revirent la
jurispruden
ce,
résolvent
de
nouvelles
questions

juridiques
ou

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2023, p. 353

rappellent
des
solutions
anciennes.

Contrats et marchés publics

Obligation d'impartialité et assistance à maîtrise d'ouvrage, un principe général du droit inaliénable, **Pierre VILLENEUVE**

L'obligati
on
d'impartia
lité est un
principe
général
du droit
(PGD)
qui
s'impose
au
pouvoir
adjudicat
eur,
notamme
nt lors de

la
passation
d'un
marché
ou d'un
contrat
public. La
société
Sofratel,
candidat
évincé
par la
commune
de
Caudry, a
saisi le
juge des
référés
aux fins
d'annulati
on d'un
marché
public
pour
manque
ment à
l'obligatio
n
d'impartia
lité. Alors
que sa
requête
est
rejetée
par le
juge des
référés
précontra
ctuels, la
société
obtient
du
Conseil
d'État en
cassation
l'annulati
on de la
procédu
re de
passation
au stade
de

l'analyse
des offres
et qu'il
soit
enjoint à
la
commune
de
reprendre
la
procédur
e à ce
stade.

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2023 p.371

Pas de liste noire automatique pour les co-traitants après une résiliation pour faute, Pierre PACTON

La CJUE apporte d'utiles précisions sur la possibilité d'exclure les membres d'un groupement défaillant de futurs marchés

LE MONITEUR, 9 juin 2023, p.52

Modulation des pénalités encourues par les co-traitants, le Conseil d'État impose une appréciation au cas par cas, même en cas de groupement solidaire, Florian LINDITCH

Avant d'infliger une pénalité, les maîtres d'ouvrage doivent se livrer à une appréciation des manquements imputables à chacun des co-traitants, alors même que ces derniers auraient constitué un groupement solidaire.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 23, 12 juin 2023, 2183

Actions à mener quand les travaux prennent du retard, Anthony PINTO & Céline BUHAJ

LA GAZETTE, 12 juin 2023, p.60

Contestation d'un avenant à une concession autoroutière : les différentes voies de recours ouvertes aux tiers, Remy BONNEFONT

CE 27 janvier 2023, no 462752

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, juin 2023, p.368



Quelle est la nature du contrat passé par une société publique locale ?, Jean-David DREYFUS

CE 14 février 2023, no 460527

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, juin 2023, p.370

Obligation d'impartialité et assistance à maîtrise d'ouvrage, un principe général du droit inaliénable, **Pierre VILLENEUVE**

CE 28 février 2023, no 467455

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, juin 2023, p.371

Sous-concessions de lot de plage confiées par des villes à des opérateurs privés, **Bruno KOEBEL**

Rép. min. n° 161 : JOAN 28 févr. 2023, p. 2030 (Q. 19 juill. 2022, M. Julien Bayou)

Contrats et Marchés publics n° 6, Juin 2023, comm. 194

Recours indemnitaires en cas d'entente : les avancées obtenues par les acheteurs publics, **Nathalie JALABERT DOURY**

Les entreprises s'exposent à des additions de plus en plus salées, le dédommagement du préjudice subi par le pouvoir adjudicateur s'ajoutant aux sanctions des autorités de la concurrence

LE MONITEUR, 23 juin 2023, p.54

Concessions - théorie des biens de retour : vers une lecture plus souple ?, **Antoine CARLE**

Le sort des biens nécessaires au service public mais appartenant à un tiers au contrat se précise

LE MONITEUR, 2 juin 2023, p.70

Codification de la procédure d'auto-apurement : l'exclusion de la commande publique, ce n'est pas automatique, **Yanisse BENRAHOU**

L'article 15 de la loi du 29 mars 2023 codifie le mécanisme d'auto-apurement permettant à un candidat, ayant fait l'objet d'une condamnation définitive pour des manquements graves, de ne pas être exclu de la commande publique en démontrant sa fiabilité. Dans le cadre de cette transposition des directives marchés et concessions de 2014, le législateur fait le choix d'un mécanisme décentralisé. En effet, l'évaluation de la fiabilité des opérateurs économiques est laissée à la main des acheteurs et autorités concédantes. Par ailleurs, ces évaluations entraînent un risque contentieux, dans la mesure où des recours peuvent être effectués par les opérateurs économiques qui présentent des mesures correctrices jugées insuffisantes, ou par les tiers non retenus à l'issue de la procédure, si les mesures correctrices présentées par leurs concurrents ont été, à l'inverse, jugées suffisantes.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 23, 12 juin 2023, 2182

Cyber sécurité

La cyber sécurité des collectivités locales - 50 questions, **Frédéric FAIVRE, Cyril YVER**

D'après l'enquête de l'observatoire Data Publica publiée en septembre 2022, 89 % des collectivités territoriales estiment être la cible plus ou moins régulièrement de cyberattaques. De fait, alors qu'elles étaient relativement épargnées jusqu'à peu, elles doivent désormais affronter des incidents de cybersécurité toujours plus fréquents et graves. Selon l'association Déclic, réseau national de mutualisation informatique et numérique pour les acteurs publics locaux, début 2023, quinze organismes publics ont été victimes de cyberattaques, soit quatre de plus qu'en 2022 à la même période. Or, une bonne part des collectivités ont accumulé un retard d'investissement dans leurs systèmes d'information, principalement pour des motifs budgétaires, retard qui les rend plus vulnérables encore. Le recours aux téléservices et le mouvement de dématérialisation des services publics se sont largement amplifiés ces dernières années, et la législation s'est adaptée, obligeant les collectivités territoriales à respecter un cadre légal en matière de cybersécurité. Pour répondre aux enjeux, elles doivent aussi s'organiser, soit à leur propre niveau si elles sont en capacité de le faire, soit de manière mutualisée. Les actions possibles en la matière sont nombreuses : ce 50 questions-réponses fait le point sur les marges de manœuvre des collectivités locales face aux cyberattaques.

LE COURRIER DES MAIRES, juin-juillet 2023, n°371

[#Cyberattaques](#) : les [#CollTerr](#) en 1ère ligne

La seule question à vous poser n'est pas si votre collectivité va être attaquée mais quand ?

Le compte-à-rebours pour vous y préparer a déjà commencé.

Télécharger gratuitement le livre blanc [@LexisNexisFr @SmaclAssurances... pic.twitter.com/5xy0t9VnUG](#)

à€" Observatoire Smacl (@ObsSmacl) [June 20, 2023](#)

>

Domaine

Occupation domaniale : une mise en concurrence dans quel cas ?, **Eric LANDOT**

Le Conseil d'État a récemment étendu les cas de mise en concurrence des occupations domaniales. On vous explique en détail, graphique à l'appui, les cas dans lesquels il y a mise en concurrence, et quand il n'y en a pas.

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, 16 juin 2023

L'acquisition des biens en état d'abandon manifeste, **Jean-Christophe POIROT**

Les communes peuvent acquérir, par expropriation, les biens immobiliers qui n'ont plus d'occupant et ne sont plus entretenus. Un levier à mobiliser pour concilier aménagement et objectif zéro artificialisation nette (ZAN)

JOURNAL DES MAIRES, juin 2023, p.41

La théorie du domaine privé en droit administratif, **Fabrice MELLERAY**

Le domaine privé a nettement moins retenu l'attention des auteurs que le domaine public. Sans doute ont-ils été, à quelques rares et très notables exceptions, découragés par la difficulté éprouvée pour en théoriser les contours et pour en déterminer la cohérence d'ensemble. Le domaine privé semble en effet à la fois impensé, pour ce qui est de sa définition, et probablement impensable, en ce qui concerne son régime juridique.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 23, n° 24, 19 juin 2023, 2197

L'exorbitance du droit du domaine privé, **Pierre LEVALLOIS**

L'objectif de clarification des rapports entre le domaine privé et le droit administratif invite à un retour sur une question importante, mais néanmoins persistante : celle de l'exorbitance du droit du domaine privé. Et si de nombreuses – et solides – raisons conduisent généralement la doctrine à sous-estimer cette part d'existance au profit, notamment, de la théorie du domaine public, force est pourtant de constater qu'elle est manifeste. Suffisamment pour intégrer pleinement le droit du domaine privé au droit administratif ? L'évolution de la pensée juridique et la levée de derniers tabous semblent effectivement militer en ce sens.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 23, n° 24, 19 juin 2023, 2198

Domaine privé et service public : entre forces attractives et répulsives, **Caroline FAURE**

Si, d'un point de vue théorique, les notions de service public et de domaine privé semblent particulièrement peu miscibles voire inconciliables, la pratique démontre au contraire une véritable imbrication dont les effets sont susceptibles de conduire à l'administrativité d'un domaine privé réputé hermétique aux considérations d'intérêt général. Une telle combinaison notionnelle mêle attractivité du service public et répulsion par le domaine privé, des mouvements contradictoires aux implications juridiques notables.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 24, 19 juin 2023, 2199



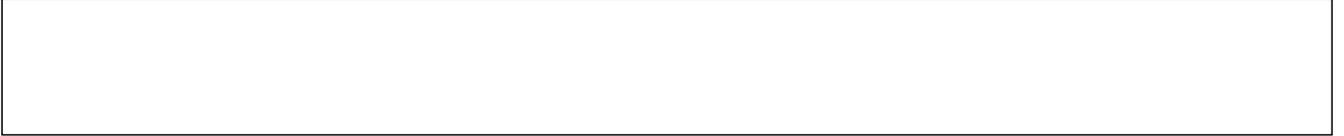
Le domaine privé et la puissance publique, Léa FRATINI

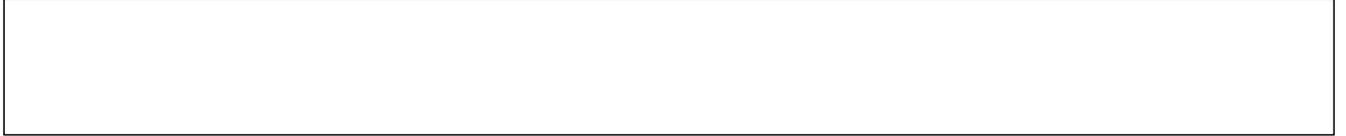
Puissance publique et domaine privé semblent difficilement conciliables de prime abord. Pourtant, la pénétration de la puissance publique dans la gestion du domaine privé est inéluctable puisque les dépendances restent avant tout des propriétés publiques. La puissance publique est un outil à la disposition du propriétaire, outil dont l'utilisation s'accompagne de contraintes et aux conséquences variables.

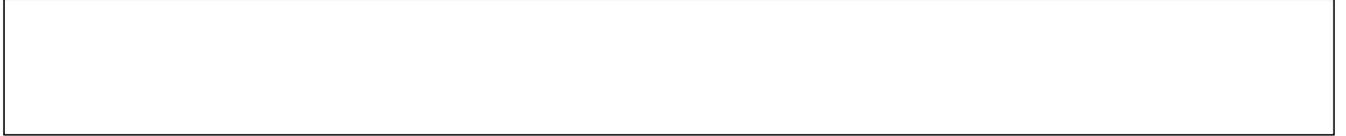
LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 24, 19 juin 2023, 2200

La précarisation des occupations privatives, Christophe ROUX

Traditionnellement accolée aux seuls titres d'utilisation privative du domaine public, la précarité n'est nullement inconnue du droit du domaine privé, au moins si l'on veut entendre le terme comme englobant une multiplicité de variables affectant la stabilité juridique de l'utilisateur privatif. Organisée par les textes ou la jurisprudence, la précarité se révèle également latente par le jeu des qualifications domaniales mais aussi l'opposabilité – en suspens – du droit de la concurrence et de la mise en concurrence.







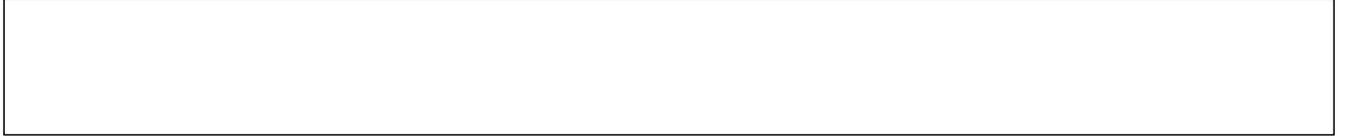




























--









